



COMPTES RENDUS

DONNÉES 2013

MARTINIQUE



QUAND LES TALENTS
GRANDISSENT,
LES COLLECTIVITÉS
PROGRESSENT



PATRICIA LIDAR,
déléguée régionale
adjointe au maire de la
ville de Fort-de-France

« LA MARTINIQUE S'EST INSCRITE DANS UNE DÉMARCHE D'ÉVOLUTION INSTITUTIONNELLE QUI VERRA SON ABOUTISSEMENT À L'ORÉE 2015 PAR LA CRÉATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE. »

Véritable défi pour la délégation régionale, cette période est propice à la mise en œuvre d'actions de formation et d'accompagnement en lien avec ce prochain tournant institutionnel local. Chaque membre de la délégation s'est attelé à apporter son concours dans l'accompagnement au changement (gestion des résistances) et dans la dynamique de l'innovation dans le cadre d'un projet régional initié par le CRO et mis en œuvre par l'équipe toute entière.

Les résultats attendus de cette démarche tendent vers une meilleure cohérence et une lisibilité de l'action publique, une offre de service public enrichie et diversifiée pour l'habitant et une meilleure intégration dans la vision du territoire.

Par ailleurs, une attention soutenue a été apportée tout au long de l'année au public d'agents territoriaux les plus en difficulté (moins qualifiés, sujets à l'illettrisme ou en situation de handicap). C'est véritablement la mise en place d'une fonction publique territoriale plus adaptée, d'une chance nouvelle donnée à ceux qui en ont le plus besoin, notamment dans le cadre de l'accompagnement aux concours et examens professionnels : faire en sorte qu'aucun agent ne reste sur le bord du chemin.

La stratégie de territorialisation des actions de formation au plus près des apprenants permet d'identifier les projets de chaque territoire et d'y répondre par des mesures adaptées aux réalités et aux priorités. À titre d'exemple, la politique de la ville se traduit par l'apparition de nouveaux métiers auxquels il faut apporter une expertise spécifique. De même, la GPEC est désormais une réelle priorité : au conseil régional, le départ à la retraite des agents est désormais anticipé à partir d'une démarche innovante « des tuteurs intergénérationnels » qui sont formés au transfert de leur savoir-faire auprès des agents moins expérimentés. Il s'agit d'une approche humaine de la fin de l'activité professionnelle et de la valorisation des compétences et savoirs transférés initiée par la région.

La délégation régionale du CNFPT Martinique a renforcé son rôle d'appui et d'assistance personnalisée aux collectivités et auprès des agents territoriaux par une communication plus dynamique, un contact direct auprès des stagiaires et des réponses de plus en plus adaptées aux besoins de territoire.

Tous nos remerciements s'adressent aux collectivités territoriales, à leurs agents et aux réseaux professionnels animés par les conseillers formation, sans oublier nos intervenants qui sont de véritables ambassadeurs du CNFPT. C'est ensemble que nous réussissons l'évolution de l'action publique locale aux côtés des INSET et de l'INET de Strasbourg et dans le cadre de l'inter région Antilles-Guyane.

NOTRE ACTION EN QUELQUES CHIFFRES

11 491 STAGIAIRES INSCRITS EN 2013

9 037 STAGIAIRES PRÉSENTS EN 2013

UN NOMBRE TOUJOURS CROISSANT DE SESSIONS DE FORMATION

La délégation a proposé **995 sessions de formation en 2013** soit **une augmentation de 84 %** par rapport à 2008.

En effet, nous avons aussi réalisé **plus 730 sessions** soit **une augmentation de 68 %** par rapport à 2008.

Une forte augmentation des **JFS de plus de 35 %** par rapport à 2008, **26 165 JFS** en 2013

1,6 POINT

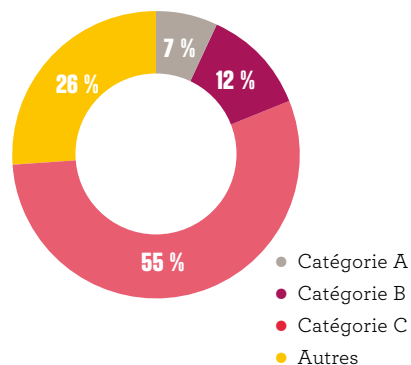
TAUX D'ABSENTEÏSME EN AUGMENTATION PAR RAPPORT À 2012

139 INTERVENANTS
et **21 ORGANISMES** de formation
ont travaillé en 2013 pour la délégation soit au total

160 COLLABORATIONS

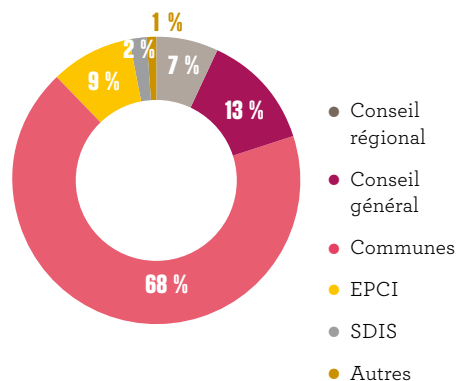
Soit une augmentation de **15%** par rapport à 2012

UNE FORMATION EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

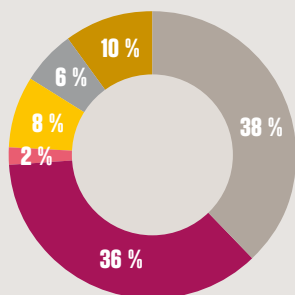


RÉPARTITION PAR TYPE DE COLLECTIVITÉS

La délégation a augmenté son nombre de hfs avec les EPCI et le SDIS de Martinique



FORTE PROGRESSION DE LA FILIÈRE TECHNIQUE



- Administrative
- Animation et sportive
- Technique
- Culturelle
- Sociale et médicale
- Sécurité

26,4 %

DES HEURES DE FORMATION STAGIAIRE,

soit **41 519 heures de formations stagiaires** délivrées en 2013, une augmentation de **10 points** par rapport à 2008.

1 968 JOURS

DE FORMATION CONTINUE EN 2013 ce qui représente **57 % de plus** par rapport à 2008, cette activité est en constante augmentation, elle représente **84 %** de l'activité de la délégation en 2013.

Une augmentation des sessions programmées (905 sessions : 110 %) et réalisées (643 sessions : 90 %) par rapport à 2008.

Une augmentation des inscriptions (9854 ; 39 %), des acceptées (9214 ; 90%), et des présences (7601 ; 80 %) par rapport à 2008.

LES « JOURNÉES D'ACTUALITÉ »,

qui font le point sur différents enjeux, ont enregistré une progression de **275 %** en 2013 (15 actions proposées) en comparaison à l'année 2010.

513 présents en 2013
(**261 %** par rapport à 2010)

112 COLLECTIVITÉS SUR LE TERRITOIRE DONT 108 COTISANTES EN 2013, SOIT 96 % DES COLLECTIVITÉS.

	TOUTES FORMATIONS	FORMATION D'INTÉGRATION ET INITIALE	FORMATION CONTINUE ET FCO	PRÉPARATION AUX CONCOURS ET EXAMENS
Nombre de présents en 2013 pour Martinique	13,1	15,7	12,5	16,8
Durée moyenne des sessions*	3,2	5	3,1	4,1
Taux de réalisation des sessions	73,4 %	95,7 %	71 %	97 %

* en nombre de jours

NOS ACTIONS À VOS CÔTÉS

MISE EN PLACE D'UN ITINÉRAIRE MANAGER DES RISQUES SUR LES TERRITOIRES

La Martinique est un territoire vulnérable soumis à tous les risques naturels majeurs. Fort du constat que les collectivités territoriales ne sont pas tout à fait organisées pour accompagner les administrés dans la prévention des risques, la délégation régionale a pris l'initiative de mettre en place un itinéraire de manager des risques sur les territoires en interrégion. En effet, la Guadeloupe et la Guyane sont confrontées aux mêmes risques dans leur grande majorité et un partage des expériences s'est avéré pertinent.

L'originalité de cette formation vient du fait que deux cadres de la fonction publique d'État ont participé à cet itinéraire et ont apporté le savoir-faire des postes de commandement des préfectures. Un exercice de simulation d'une situation de crise a été réalisé en préfecture, les stagiaires ont joué le rôle de l' élu, du journaliste, du directeur de cabinet, du sapeur-pompier.

De plus, la richesse des modules de cet itinéraire a permis aux participants de présenter le DU de conseiller en management délivré par l'EISTI. Ainsi, 15 cadres de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique sont désormais en capacité de conseiller les élus et de protéger les populations en anticipant les événements. Deux mentions « très bien » (Martinique et Guyane) et « bien » (Martinique et Guyane) ont été décernées par le jury.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Permettre à toutes les collectivités de détenir au moins un cadre formé dans le domaine des risques.
- Contribuer à la diffusion de la culture du risque en Martinique.
- Développer l'IPCS, l'information préventive aux comportements qui sauvent.
- Constitution d'un véritable réseau interrégional des managers des risques.
- Création à venir d'une école des risques par le SDIS en partenariat avec le CNFPPT.

ACCOMPAGNEMENT DE LA VILLE DE BELLEFONTAINE DANS SA DÉMARCHÉ DE MODERNISATION DE SES SERVICES

Le maire de la Ville de Bellefontaine a recruté un nouveau directeur général des services chargé de mettre en œuvre son projet politique. Pour ce faire, il s'est adressé à l'équipe du CNFPPT pour que son DGS soit accompagné dans le passage du projet politique au projet de service et la nécessaire modernisation de ses services. Bellefontaine est une petite commune rurale qui dispose de nombreux atouts. Son personnel est très motivé et volontaire. L'idée de participer à la co-construction de l'élaboration du projet de service a séduit tous les agents. Chaque service a dû relever le défi de travailler à partir d'objectifs précis et de proposer ensuite aux élus le fruit de cette réflexion. Pour ce faire, le directeur adjoint à la formation a accompagné ce projet tout au long de son évolution jusqu'à la remise officielle des différents rapports au 1^{er} magistrat de la commune. Un an après ce travail colossal, le plan de formation de la ville a été élaboré et remis au CNFPPT. Il s'agit là d'une prise de conscience des potentialités de cette petite commune rurale qui a de grandes ambitions pour le développement de son territoire.





INTERVIEW DE HUGUES REGIS-CONSTANT DGS DE LA COMMUNE DE BELLEFONTAINE

*Stanley SANFORD, DAF au CNFPT Martinique en compagnie du DGS
Hugues REGIS-CONSTANT et du 1^{er} adjoint de la ville de Bellefontaine
au cours de la remise des rapports de service.*



Pourquoi une démarche de modernisation pour la commune de Bellefontaine et avec l'assistance du CNFPT ?

Hugues Régis-Constant : Lors de mon recrutement en qualité de DGS, le maire de Bellefontaine dans sa lettre de mission, m'a demandé de réaliser un diagnostic organisationnel et de mettre en adéquation l'organisation des services avec le projet politique. Je me suis adressé tout naturellement au CNFPT pour solliciter son assistance compte tenu de son expertise en termes d'accompagnement de collectivités.

Comment a-t-elle été perçue par les acteurs de la collectivité ?

H. R.-C. : Pour la grande majorité des acteurs cette démarche est perçue comme un élément qui impulse du changement dans

l'environnement. La minorité est dans l'expectative et doute de la réelle capacité de la démarche à produire les changements escomptés dans leur quotidien eu égard à leur vécu.

Concernant les élus j'ai pu noter un certain scepticisme chez une minorité d'entre eux. Cependant le 1^{er} adjoint de la ville est totalement investi et porte la démarche.

Quels sont les premiers effets constatés sur l'organisation et le fonctionnement des services ?

H. R.-C. : Les premiers effets constatés sont les suivants :

- Un réel décloisonnement des services grâce au travail en mode projet et la co-construction de l'organisation, de la structure administrative,
- Un travail en transversalité des services,
- Une remobilisation de certains

acteurs : j'ai été surpris par le degré de motivation de la grande majorité des agents,

- Une clarification de la relation élus/cadres, avec une meilleure délimitation de leurs champs d'intervention, dans la mesure où certains élus se comportaient comme des chefs de service.

- Une meilleure cohésion d'équipe, dans la mesure où les projets de service ont été élaborés avec la collaboration des équipes opérationnelles en fonction des services concernés.

Notre chantier en 2014 consiste à mettre en œuvre les projets de service et le plan de formation moyen mobilisable dans le cadre des projets de service et nous comptons sur l'accompagnement de la délégation régionale Martinique.

CONFÉRENCE SUR LA COSMOGONIE ANTILLAISE (LA MORT, LA MALADIE, LES COUPS DU SORT, LA SORCELLERIE)

La délégation régionale a saisi l'occasion de la tenue de la formation sur l'anthropologie antillaise de la posture hiérarchique pour solliciter Albert FLAGIE, anthropologue guadeloupéen et travailleur social à la base, pour organiser une conférence-débat sur la cosmogonie antillaise dans le cadre des vendredis du CNFPT. À l'heure où nous redécouvrons les cimetières d'esclaves jusque-là inconnus ou peu connus en Martinique, l'occasion est offerte d'interroger la dimension symbolique et son rôle dans la représentation du monde dans cette société.

De même, le grand retour en grâce de la médecine populaire et des savoirs traditionnels oblige l'abandon des théories du corps et du pluralisme médical en vigueur dans l'île sous l'imprimatur exigeante de l'efficacité symbolique (rôle des prières avant, pendant et après le traitement en raison de l'origine sociale supposée de certaines maladies).



Albert FLAGIE et Stanley SANFORD lors de la conférence-débat sur la cosmogonie antillaise.

Et c'est donc sous la bannière consensuelle de la formule « le mal existe » que consultants (ceux qui ont levé le pied) et officiants (« ceux qui ont le don ») vont aujourd'hui comme hier conjuguer sous toutes ces facettes la cosmogonie antillaise. Cette conférence a remporté un vif succès auprès des travailleurs sociaux.

FOCUS SUR UNE ACTION

MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ACTION DE TUTEUR INTERGÉNÉRATIONNEL

DISPOSITIF INNOVANT CONÇU PAR LA RÉGION MARTINIQUE

CONTEXTE

Dans un contexte de fort changement, de vieillissement des agents régionaux et de renouvellement des pratiques de ressources humaines, le conseil régional de Martinique a souhaité développer un management intergénérationnel en organisant un tutorat entre agents amenés à partir en retraite dans les deux ans et agents désireux d'évoluer professionnellement ou récemment recrutés. À cet effet, le conseil régional de Martinique a conçu un dispositif innovant de formation-action cofinancé par le FSE.

Le CNFPT accompagne la direction générale adjointe en charge des ressources humaines, du dialogue social et de la préparation RH à la collectivité unique du conseil régional dans la mise en œuvre de la formation des tuteurs identifiés par la région Martinique.

INTENTIONS ET FINALITÉS DU PROJET

Il s'agit de répondre à un triple enjeu :

- de professionnalisation, et/ou d'évolution professionnelle pour des agents récemment recrutés,
- de capitalisation, valorisation et validation de l'expérience des agents expérimentés, proches de la retraite, en leur permettant - s'ils sont volontaires - de partager leurs méthodes de travail, leurs compétences et leurs savoir-faire et permettre à des jeunes agents de se professionnaliser,
- de pérennisation de compétences clés ou rares dans l'organisation, détenues par des personnes qui vont partir à la retraite.

Plus globalement, la finalité est de développer une culture et des pratiques de management inter-générationnelles au sein de la collectivité.

RÉSULTATS ATTENDUS : réalisation d'un livret de tuteur intergénérationnel et d'une boîte à outils dans le but de dupliquer cette formation action auprès d'autres collectivités à l'issue de son évaluation. Ce déploiement se fera après accord de la collectivité régionale, propriétaire du dispositif, afin de garantir l'éthique de la démarche.

Arlette PUJAR (directrice régionale du CNFPT) :

Vous avez été recrutée par la région Martinique pour accompagner cette démarche innovante. Pouvez-vous en quelques lignes nous présenter sa philosophie et son caractère innovant ?

Jenny-Kriss JOACHIM-ARNAUD (région) :

Justifié par le dynamisme de la politique de valorisation de la ressource humaine au sein du conseil régional Martinique, la mise en place, du réseau régional intergénérationnel - tutorat a pour but de maintenir et de valoriser des compétences, savoirs, savoir-faire et savoir-être des agents (toutes catégories confondues) et de promouvoir un échange entre eux dans le cadre du travail.

Ce dispositif novateur, permet d'augmenter la polyvalence, de favoriser l'interaction et le transfert entre les agents afin d'améliorer la qualité du service rendu. Il s'agit de professionnaliser les agents grâce à l'outil « tutorat ».

Le réseau régional intergénérationnel - tutorat est une démarche basée sur le volontariat des agents qui acceptent de co-construire une dynamique de travail intergénérationnelle élargie en termes de technicité du métier, de relations, de communication, de principes, de valeurs, de culture etc. En effet, il ne s'agit pas d'un simple tuilage, mais de partage de cultures administrative, technique et comportementale.

AP : Comment s'est opérée la sélection des tuteurs ? A-t-elle été facile ?

JKJA : Une présentation du dispositif a été faite publiquement, puis sur la base du volontariat les agents se sont inscrits dans la démarche.

Nous avons procédé au recrutement en deux temps avec une première vague de 30 agents puis une seconde du même nombre cinq mois après.

Une sélection, qui dès le départ, s'est montrée efficace et disponible même si elle a été laborieuse pour la première vague car les agents avaient une certaine crainte de ne pouvoir allier travail, formation et tutorat. La première vague a facilité la constitution du second groupe.



AP : Quel bilan d'étape pouvez-vous présenter aujourd'hui ?

JKJA : Un bilan très positif car nos agents sont satisfaits tout comme les tutorés, demandeurs pour certains et pour d'autres contents de formaliser un tutorat qui se faisait déjà depuis longtemps sans encadrement, méthode et reconnaissance.

Actuellement, nous finalisons les procédures afin de pérenniser notre dispositif et le dupliquer dans les règles de l'art, dans d'autres collectivités qui le souhaiteraient. Par ailleurs, le président du conseil régional, Serge Letchimy, a décidé d'en faire un dispositif territorial pour les entreprises privées et associations qui connaissent la même problématique de vieillissement des salariés et ainsi faciliter l'accès à l'emploi des jeunes.

ACTION INNOVANTE : ANTHROPOLOGIE ANTILLAISE DE LA POSTURE MANAGÉRIALE

Cette action a donné lieu à la création du cercle de recherche et d'innovation des territoriaux (CRIT) et à la réalisation d'un séminaire intitulé « regards sur nous-mêmes ».

INTITULÉ DE L'ACTION : Une anthropologie de la posture hiérarchique

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Mieux comprendre le rapport à l'autorité, à la hiérarchie dans le contexte des Antilles pour un management adapté. Il s'agissait de fournir aux participants des informations, des analyses et une vision totalisante et apaisée des dynamiques à l'œuvre dans le management et particulièrement dans la société antillaise.

Les connaissances acquises à l'occasion de la formation sur l'anthropologie des Antilles devraient favoriser la saisie des stratégies, des ambitions et plus généralement des vrais enjeux et des non-dits du rapport à l'autorité dans les administrations comme d'ailleurs dans les entreprises mais l'objectif est aussi d'amener les participants à la prise de conscience de la posture hiérarchique telle qu'elle peut apparaître aux yeux de leurs collaborateurs.

En utilisant des concepts tirés de l'expérience antillaise « Konpè Lapinisme » par exemple, en renvoyant à l'empirisme méthodologique des contes et légendes des Antilles et en exploitant le vécu des participants, l'ambition pédagogique a consisté à bien amener les participants à une vision apaisée de la posture hiérarchique favorisant leur capacité à mobiliser les ressources humaines dont ils ont la charge.

RÉSULTATS DE CETTE FORMATION ACTION

Les participants ont souhaité se constituer en CRIT, cercle de recherche et d'innovation des territoriaux, sous l'égide du CNFPT. Le CRIT a co-écrit un texte publié dans les médias intitulé « c'est un cri pas un murmure » et a monté de toutes pièces un séminaire intitulé « regards sur nous-mêmes » qui a eu un très grand succès. Autour de 3 thématiques relatives à la relation au travail salarié, au rapport à l'autorité et aux composantes inter subjectives du management animées par un historien, un sociologue, une coach, une psychologue du travail, un anthropologue. Des comédiens ont mis en scène sous la conduite de Lucette Salibur les réalités vécues au sein des collectivités territoriales appelant à la réflexion.

RÉSULTATS ATTENDUS

Projeter le film réalisé à partir du séminaire sur une télévision locale de façon à partager les enseignements par le plus grand nombre d'agents territoriaux et par la société civile. Poursuivre les rencontres et la réflexion des membres du CRIT pour un mieux vivre ensemble.

POUR MIEUX VOUS ACCOMPAGNER



UNE ÉQUIPE ADMINISTRATIVE DIRIGÉE PAR :

Arlette PUJAR

Directrice régionale, référente handicap et à l'international
Tél. : 05 96 70 07 12
arlette.pujar@cnfpt.fr

Sandra SALINIÈRE-HO

Assistante de direction et préparation aux concours, correspondante pour les concours de catégorie A+
Tél. : 05 96 70 07 13
sandra.saliniereho@cnfpt.fr

Sandrine MARIE-ROSE

Apprentie en gestion (octobre 2013 à juillet 2015)
Tél. : 05 96 70 20 70
sandrine.marierose@cnfpt.fr

UN SERVICE FORMATION COMPOSÉ DE :

Stanley SANFORD

Directeur adjoint chargé des formations, correspondant Inset-Angers
stanley.sanford@cnfpt.fr
Tél. : 05 96 70 04 41

4 CONSEILLERS FORMATION (responsable de projets) :

Philippe CRUSOL

Responsable formations d'intégration B et C, référent sapeurs-pompiers
Tél. : 05 96 70 04 43
philippe.crusol@cnfpt.fr

Audrey JEAN-JACQUES

Référent carbone
Tél. : 05 96 70 79 92
audrey.jeanjacques@cnfpt.fr

Ketty PIERRE-LOUIS

Référent police
Tél. : 05 96 70 79 72
ketty.pierrelouis@cnfpt.fr

Corinne VALENTIN

Responsable préparation aux concours, correspondant VAE et illettrisme
Tél. : 05 96 70 07 10
corinne.valentin@cnfpt.fr

4 ASSISTANTES FORMATION :

Jessie BALTHAZAR

Tél. : 05 96 70 07 14
jessie.balthazar@cnfpt.fr

Diana MARIE-LOUISE

Tél. : 05 96 70 79 73
diana.marielouise@cnfpt.fr

Marlène RONDEL

Tél. : 05 96 70 79 91
marlene.rondel@cnfpt.fr

Gilberte DARIEN-TIRERA

Tél. : 05 96 70 04 42
gilberte.tirera@cnfpt.fr

UN SERVICE ADMINISTRATION GÉNÉRALE COMPOSÉ DE :

Didier LETCHIMY

Directeur adjoint aux ressources, référent RH
Tél. : 05 96 70 04 40
didier.letchimy@cnfpt.fr

6 AGENTS :

Maguy MORIN

Chef de service comptabilité
Tél. : 05 96 70 07 11
maguy.morin@cnfpt.fr

Harold MELINARD

Responsable reprographie et vagemestre
Tél. : 05 96 70 79 74
harold.melinard@cnfpt.fr

Pascal SAINT-CYR

Responsable des systèmes d'information et télécommunication et référent régional communication
Tél. : 05 96 70 79 77
pascal.saintcyr@cnfpt.fr

Claudia TORIS

Assistante gestion
Tél. : 05 96 70 79 78
claudia.toris@cnfpt.fr

Cynthia LARCHER

Agent d'accueil
Tél. : 05 96 70 20 70
cynthia.larcher@cnfpt.fr

1 APPRENTIE :

Mélanie MIRE DIN

Apprentie en gestion (octobre 2012 à juillet 2014)
Tél. : 05 96 70 20 70
melanie.miredin@cnfpt.fr

Une déléguée régionale, Patricia LIDAR, adjointe au maire de Fort-de-France, assistée d'un Conseil régional d'orientation de 16 membres comprenant à parité des représentants des employeurs territoriaux et de leurs agents ainsi que deux personnalités qualifiées.

CRO MARTINIQUE

REPRÉSENTANTS DES COLLECTIVITÉS

COMMUNES AFFILIÉES AU CENTRE DE GESTION

TITULAIRES

Monsieur Pierre SAMOT
Monsieur Raymond OCCOLIER
Monsieur Maurice BONTE

SUPLÉANTS

Madame Régine AGLAE
Madame Romaine LORGET
Monsieur Emmanuel RAVAUD

SUPLÉANTS

Monsieur Wiltord HARNAIS
Monsieur Albert JEAN-ZEPHIRIN
Monsieur Jean MENCE

COMMUNES NON AFFIÉES AU CENTRE DE GESTION

TITULAIRE

Madame Patricia LIDAR

SUPLÉANT

Monsieur Raymond SAINT-LOUIS-AUGUSTIN

SUPLÉANT

Madame Colette ALEXIS-ALEXANDRE

CONSEIL GÉNÉRAL

TITULAIRES

Monsieur Raphael SEMINOR
Monsieur Jean-Michel JEAN-BAPTISTE

SUPLÉANT

Madame Yolène LARGEN-MARINE
Madame Marie-Frantz TINOT

SUPLÉANT

Monsieur Eric HAYOT
Monsieur Bruno AZEROT

CONSEIL RÉGIONAL

TITULAIRE

Monsieur Jean-Claude DUVERGER

SUPLÉANT

Madame Jenny DULYS-PETIT

SUPLÉANT

Monsieur Didier LAGUERRE



REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES

CGT (CHAMBRE SYNDICALE CGTM)

TITULAIRES

Monsieur Daniel GROMAT
Monsieur José François KANOR
Madame Ghislaine ANIN

SUPLÉANTS

Madame Eliane ELIE MARIUS
 Madame Myrna SALOMON
 Madame Eliane MANO

SUPLÉANTS

Monsieur Gérard RENE LOUIS
 ARTHUR
 Madame Francine TIDAS
 Monsieur Max HUYGHUES-
 BEAUFOND

CFDT

TITULAIRE

Madame Murielle BOLNET

SUPLÉANT

Mademoiselle Danielle RAGALD

SUPLÉANT

Monsieur Claude NOHILE

FORCE OUVRIÈRE (FO)

TITULAIRE

Madame Eugénie LIBER

SUPLÉANT

Madame Sylvie NOLBAS

SUPLÉANT

Monsieur Joël DICANOT

FNA - UNSA

TITULAIRE

Monsieur Alain MONTA

SUPLÉANT

Monsieur Roger ALEXANDRE

SUPLÉANT

Monsieur Eugène CULE

CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS (CFTC)

TITULAIRE

**Monsieur Philippe Gaëtan
 GAILLARD**

SUPLÉANT

Madame Julie GROS DESIRS

SUPLÉANT

Monsieur Alain DULTHEO

PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

Monsieur Yves MAUVOIS

Directeur général des services à la retraite

Madame Josiane AURORE

Directeur général des services du centre de
 gestion de la FPT

ÉVÉNEMENTS

UNE DIZAINE DE VISIO CONFÉRENCE RÉALISÉE AVEC DIFFÉRENTES DÉLÉGATIONS ET INSET COMME LE CAFÉ SANTÉ À L'INITIATIVE DE L'INSET DE NANCY

Le 8 février 2013 la délégation régionale a proposé aux médecins territoriaux et autres personnels médico-social de participer pour la première fois à un café santé sur le thème des troubles du comportement et l'autisme. Cette manifestation animée par un médecin spécialiste de la question a été très appréciée par les cadres de santé présents, médecins territoriaux, infirmières, psychologues, puéricultrices, en grande partie originaire du conseil général.

SÉMINAIRE INTITULÉ : LA BIBLIOTHÈQUE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET SOCIAL DU TERRITOIRE

La délégation régionale a organisé le 14 mars 2013 en partenariat avec la direction des affaires culturelles un séminaire intitulé la bibliothèque au cœur du développement culturel et social du territoire ? Cette manifestation a réuni les acteurs de la culture de Guadeloupe, de Guyane, de France hexagonale et de Martinique de la fonction publique territoriale et de la fonction publique d'État. Son originalité a consisté à solliciter les élus qui ont réalisé sur leur territoire des bibliothèques municipales exemplaires ou des médiathèques afin qu'ils présentent eux-mêmes leur démarche. Des échanges nourris ont rythmé les débats toute la journée. Le message essentiel portait sur la lutte contre l'illettrisme par le développement des structures vouées à lecture publique.



Mot d'ouverture du séminaire prononcé par Arlette PUJAR, directrice régionale CNFPT Martinique



RENCONTRE DES CADRES D'ANGERS : ATELIER VISIO RESPONSABILITÉ ET ATELIER ARTS ET TERRITOIRES

Dans le cadre de la rencontre des cadres d'Angers les 4 et 5 juillet 2013, la directrice régionale s'est portée volontaire pour co-animer un atelier consacré à la visio-conférence avec le directeur régional de la Corse. Le but de l'atelier consistait à démontrer les bienfaits et les richesses de l'utilisation de la visio-conférence pour des territoires éloignés du centre, pour des actions de formation, des journées d'études ou de simples réunions. Les principes à retenir pour réduire les problèmes techniques et la contribution à la réduction des gaz à effet de serre en évitant les déplacements en train, en voiture ou en avion ont également été évoqués.



Arlette PUJAR (Martinique) et Norbert PANCAZI (Corse) co-animateurs de l'atelier visio-conférence

EXPOSITION EMPREINTES TERRITORIALES 2^e EDITION

La délégation régionale de Martinique a organisé le vernissage de l'exposition « Empreintes territoriales » le 25 octobre 2013 en présence du président de la MNT section Martinique, partenaire de cette manifestation. Plus d'une vingtaine de participants ont révélé au grand jour leurs talents sous les yeux du jury composé d'artistes confirmés qui ont fait l'éloge des artistes amateurs et salué la qualité des œuvres produites en peinture, sculpture, photo et artisanat d'art.



Les participants au cycle de « responsable des affaires juridiques » entourés par les membres du CRO et par l'équipe de la délégation régionale Martinique.

REMISE DE CERTIFICATS PROFESSIONNELS À DES CADRES TERRITORIAUX

À l'issue de la réunion du CRO, la déléguée régionale a remis aux participants du cycle de responsable des affaires juridiques leurs certificats professionnels en présence du président du jury, Philippe MARIN, directeur adjoint à la formation de la délégation régionale de Guyane, des membres du CRO et des élus.



CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DÉLÉGATION RÉGIONALE MARTINIQUE
MAISON DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES – ZAC ÉTANG Z'ABRICOT – BP 674 – 97264 FORT-DE-FRANCE CEDEX
TÉL. : 05 96 70 20 70
WWW.CNFPT.FR
